

Comment créer les conditions d'une controffensive ?

Il y a urgence. Les classes populaires subissent depuis plus de quarante ans une « crise » qui les enfonce dans le chômage, la précarité et la pauvreté. Elles se sentent abandonnées. Nous étions naguère pour elles un repère, et portions la perspective d'une autre société. Mais ce n'est plus le cas, et elles se détournent de la politique. L'extrême droite se nourrit de cette désespérance et la situation, déjà très grave, pourrait tourner à la catastrophe.

Si une force politique n'arrive plus à se faire entendre de ceux à qui elle s'adresse, c'est à elle de se changer, sous peine de disparaître. C'est ce que nous avons décidé en 2008, après 30 ans d'un déclin qui nous avaient conduit en 2002 et 2007 à une quasi marginalisation électorale. Puis la création du Front de gauche et les résultats de 2012 ont fait renaître un espoir et beaucoup d'entre nous ont pu penser que le plus gros était fait, ou que le danger était écarté. Mais cet espoir est aujourd'hui presque complètement retombé. Le Front de gauche est déclaré en échec. La gauche est maintenant divisée en deux camps antagoniques. Et notre parti continue de s'affaiblir.

Nous ne pouvons plus différer les « profondes transformations » que nous avons décidées d'entreprendre. Cela veut dire travailler à redonner un sens au mot « communisme » en élaborant les nouveaux repères d'une ambition universaliste d'émancipation humaine ; et imaginer la stratégie et les formes d'organisation qui nous permettront de nous immerger dans le mouvement populaire pour y faire valoir nos idées tout en travaillant en permanence à ce qu'il décide lui-même des bases de son rassemblement.

Cela suppose aujourd'hui de dire, dans un moment où les orientations actuelles du PS en font un adversaire politique, comment nous entendons travailler à un rassemblement très large qui crédibilise la possibilité d'une alternative politique et redonne sens à l'idée de gauche. A mon avis, plutôt que de tirer un trait sur le Front de gauche et de repartir encore à zéro, il nous faut pour cela prolonger et élargir radicalement sa démarche afin qu'elle donne naissance à une dynamique de front populaire dans laquelle les citoyens eux-mêmes pourront prendre à chaque étape les décisions essentielles. Et nous pouvons mettre cela en œuvre dès maintenant en proposant en vue des élections de 2017 des états généraux de la transformation sociale.

Une projet d'émancipation humaine de notre temps

De congrès en congrès, et encore récemment avec le document « La France en commun », nous cherchons à répondre au sentiment « d'absence de projet » en énonçant aussi clairement que possible ce que nous voulons. Mais cela semble bien ne pas suffire. Je crois que la difficulté tient à ce que nous ne faisons pas la distinction entre deux exigences tout aussi décisives, mais qui ne peuvent résulter du même type de travail politique : réélaborer les repères et la cohérence idéologiques d'une ambition communiste ; et travailler à un projet politique de large rassemblement.

L'ambition communiste

Tous les grands combats de l'histoire, singulièrement ceux qui se sont menés au nom du communisme, étaient animés par une grande idée, un idéal qui leur donnait sens bien au delà de la possible amélioration des conditions matérielles d'existence : les combats de tous les jours s'inscrivaient dans l'ambition d'un grand projet, celui d'une société d'émancipation humaine. Ce n'est plus le cas. L'effondrement des régimes qui se réclamaient du communisme, tout comme les développements plus que problématiques de ceux qui s'en réclament encore, ont complètement brouillé la signification de ce que nous avons décidé ensemble de continuer à nommer ainsi, et qui est notre raison d'être : la vision d'une société enfin débarrassée de toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation. Il nous faut donc redonner sens à l'ambition communiste. Il ne s'agit de proposer ni un modèle de société idéale, ni un projet politique pour les cinq, dix ans ou même cinquante ans à venir, mais de dire quels sont les repères idéologiques essentiels à partir desquels nous pensons nécessaire de chercher à orienter « le mouvement réel qui abolit l'ordre actuel ». J'en prends juste trois exemples, dans des domaines différents, pour préciser ce que j'entends par là.

Marx parlait « d'abolition de la propriété privée », et de « producteurs associés ». Dans les régimes de type soviétiques, cela s'est traduit par des « soviets » qui ne dissimulaient en rien la domination de l'Etat. Pour donner un nouveau contenu communiste à la vision de la société vers laquelle nous proposons d'aller, nous devons dire selon quels principes nous pensons aujourd'hui la « mise en commun » dans la production comme dans toutes les activités sociales.

Le travail. La révolution numérique est en train de réaliser concrètement et rapidement l'idée qu'il deviendrait un jour « une base misérable de la création de richesses ». Autrement dit, qu'il y aurait besoin de moins en moins de travail pour permettre la satisfaction de tous les besoins humains. Le capital est en train d'en tirer à sa manière les conséquences : des « inemployables » pauvres d'un côté, d'autres qui se tuent au travail et y perdent le sens profond de leur activité et de leur vie, et la fin du salariat au profit de formes de plus en plus aliénantes d'auto-exploitation. Plutôt que de nous contenter de dire « tous travailleurs, zéro chômeurs », ne devrions-nous pas proposer une conception communiste de l'abolition du salariat capitaliste, et la perspective prochaine d'une humanité débarrassée du travail contraint ?

Nous chantons toujours que « l'internationale sera le genre humain ». Dans un monde de plus en plus interdépendant, le mot d'ordre n'a jamais été aussi justifié et nous savons maintenant avec certitude que « le socialisme dans un seul pays » est une vue de l'esprit. Mais comment pensons-nous « l'égalité » au sein d'une communauté humaine à la fois solidaire et diverse ? Quel contenu donnons-nous à l'idée de « mondialité » que le poète Edouard Glissant opposait à celle de « mondialisation » ?

Sur de telles questions, et bien d'autres dont dépend le « sens » de la transformation sociale que nous proposons, nous avons comme communistes la responsabilité d'énoncer les repères du « mouvement d'ensemble » auquel il est possible de travailler. Ainsi pourrions-nous contribuer à dégager définitivement le communisme des fourvoiements du passé. Et à redonner sens et force au grand récit émancipateur et révolutionnaire dans lequel nous inscrivons notre action.

Notre congrès devrait décider l'engagement d'un tel travail, ouvert à toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans l'idée d'une société d'émancipation humaine.

Un projet politique de large rassemblement.

Le sentiment d'absence d'alternative, ici et maintenant, joue également un rôle majeur dans la démobilisation populaire. Elle s'exprime souvent dans l'idée que « la gauche n'a plus de projet ». Ce qui renvoie d'un côté au fait que le Parti socialiste a pour l'essentiel cessé de s'identifier à une politique réellement différente de celle de la droite. Mais aussi à l'impression que nous ne proposerions pas nous-mêmes une véritable alternative. Nous avons pourtant fait beaucoup d'efforts ces dernières années, y compris avec « *La France en commun* ». Mais cela ne suffit manifestement pas. La raison en est que le cœur du problème que nous avons à résoudre aujourd'hui n'est pas tant dans l'affirmation de ce que nous voulons – qui, pour l'essentiel, reprend en l'actualisant ce que nous avons déjà dit – mais dans la difficulté à en faire une force de mise en mouvement populaire.

La politique consiste essentiellement à porter dans la vie publique une conception de la société, et à permettre ainsi de rassembler des forces sociales suffisamment puissantes pour la rendre possible. C'est l'importance de ces forces, et elle seule, qui fait en fin de compte la crédibilité d'un projet politique et des forces qui le soutiennent. Le « socialisme d'Etat » avait permis au siècle dernier un rassemblement puissant. L'échec historique de ce projet, dans sa double version « communiste » et social-démocrate, a défait ce rassemblement. Divisées et donc affaiblies, les classes populaires se sont désengagées.

Il n'y a pourtant aucune fatalité dans la situation actuelle. En étendant son exploitation à tous les champs d'activité, le capitalisme suscite difficultés, mécontentements et colère dans presque toutes les catégories sociales. Nous ne sommes pas dans une société apathique mais éruptive. Il y a des luttes en permanence et tous azimuts : entreprises, école, recherche, culture, santé, droits humains, réfugiés, agriculture, égalité des genres, discriminations, justice, numérique, etc. Et au delà des luttes elles-mêmes, la société est traversée de nombreuses formes de solidarités actives. C'est dans l'ensemble des catégories populaires – celles qui vivent de leur travail et non de leurs rentes – que pourraient s'organiser les convergences pour constituer un rassemblement plus puissant que jamais autour d'une alternative.

Il faut pour cela que se construise un nouveau rassemblement, autour d'un projet tirant les leçons de l'histoire et répondant aux grands défis contemporains. Cela suppose un travail politique dans lequel les partis ont une responsabilité essentielle. Avancer nos idées et nos propositions en fait naturellement partie. Mais la finalité de cet effort est le rassemblement lui-même. Travailler à un projet politique, c'est créer les conditions pour dépasser ce qui divise les classes populaires. C'est dans la mesure même où nous pourrions contribuer à faire grandir un socle idéologique et politique commun que les forces sociales ainsi rassemblées pourront agir ensemble et faire réellement bouger les choses, condition de la confiance et du réengagement des classes populaires.

Notre responsabilité va donc au delà de l'énoncé de nos propres idées. Il est essentiel de prendre à bras-le-corps les questions qui divisent et parfois opposent les forces sociales qu'il faudrait rassembler : construction européenne et rôle des nations, souveraineté et monnaie unique, place du travail dans la société et dans la vie, articulation des exigences sociales et écologistes, conception du progrès et du développement, refondation de la République, immigration, laïcité, accueil des réfugiés, lutte contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie, sécurité, politique culturelle, conséquences en tous domaines de la révolution numérique, etc. Sur toutes ces questions, nous devons d'un même mouvement approfondir notre réflexion, et créer les conditions d'un débat qui

respecte les différences de position tout en cherchant, au fil des échanges et des expériences, à élargir la base de ce qui rassemble. Travailler à un projet ne consiste donc pas seulement à nous adresser à toutes les forces qui s'affrontent au système capitaliste et combattent ses ravages (partis, syndicats, associations, mouvements, intellectuels, hommes et femmes engagés dans des pratiques alternatives...), ni même à les écouter en retour, mais à imaginer avec elles les cadres et les modalités d'un travail conçu et conduit en commun par tous ceux qui le souhaitent. Nous pourrions décider à ce congrès de proposer à tous ceux qui le souhaitent de s'y engager ensemble.

Proposer une véritable alternative à gauche

En brouillant les repères, la crise de la gauche est un autre facteur essentiel de démobilisation des classes populaires. Il y a eu longtemps deux « camps » relativement bien définis. Les partis issus du mouvement ouvrier (y compris le PS, héritier de la Section française de l'internationale ouvrière) se retrouvaient au moins en principe sur l'objectif de rompre avec le capitalisme, et sur la volonté d'égalité sociale. L'union était un « combat », comme on disait déjà bien avant « l'union de la gauche ». Mais elle définissait un objectif de rassemblement qui, au moins depuis le programme commun, faisait de « la gauche » un repère essentiel de la vie politique française.

En se convertissant au social-libéralisme – de moins en moins social et de plus en plus libéral –, le PS a, depuis la supposée « parenthèse libérale » de 1983, progressivement abandonné tous les fondamentaux de la gauche. Cela a été presque immédiat du point de vue économique. Le social a suivi assez vite, malgré la réforme des 35h décidée par le gouvernement de Lionel Jospin. Et nous assistons aujourd'hui, atterrés, à une conversion ouverte aux politiques sécuritaires qui vient de provoquer la démission de Christiane Taubira. Pour des millions de femmes et d'hommes, l'idée de « gauche » a perdu son sens ou est devenue confuse. Mais pour beaucoup d'autres, elle continue d'identifier une histoire de luttes et de combats politiques, et demeure le cadre irremplaçable d'un rassemblement politique face à la droite

Nous sommes donc confrontés sur ce plan à un défi. Nous devons combattre sans la moindre concession les politiques néolibérales que met aujourd'hui en œuvre le gouvernement soutenu par l'essentiel de sa majorité. Mais nous devons en même temps tout faire pour rassembler une majorité des catégories populaires dont une partie importante se reconnaît, par conviction ou par défaut, dans le Parti socialiste. Il nous faut donc à la fois manifester en toutes circonstances, y compris au moment des élections, notre opposition sans faille et désormais quasiment totale aux orientations actuelles de ce parti. Et ne pas renoncer à rassembler « la gauche », et au delà, sur des objectifs de profonde transformation sociale.

A cette difficulté s'en ajoute une autre. L'abstention de la partie la plus populaire de l'électorat de gauche – celle qui votait le plus communiste – nous a considérablement affaibli, plus encore que le reste de la gauche. Nous sommes dès lors confrontés à une sérieuse contradiction, aggravée par notre système électoral : soit nous allons jusqu'au bout de la confrontation politique avec le Parti socialiste, et nous risquons en l'état d'y perdre des positions électorales ; soit nous tentons de les conserver en prolongeant au moment des élections une stratégie d'union de la gauche (y compris par la participation à des exécutifs dirigés par le PS), et nous y perdons progressivement ce qui nous reste de crédit. Ce qui, comme on le voit d'élection en election, n'empêche pas une lente et

inexorable érosion électorale qui conduit à la situation très difficile que nous connaissons aujourd'hui.

Conservier des positions électives et en gagner de nouvelles est évidemment de très grande importance : baromètre d'influence, tribune politique, et dans certains cas capacité d'influer sur les choix. Par ailleurs, dans le régime présidentiel et le système électoral antidémocratique de la 5^{ème} République, il nous faut bien appliquer la règle qui veut que, dans une élection à deux tours, on cherche au second à écarter le pire. Mais l'objectif principal, le seul d'ailleurs à terme à permettre une reconquête électorale, est de réussir à recréer les repères politiques permettant un large rassemblement des classes populaires. Cela passe nécessairement par une confrontation politique sans concessions avec les orientations actuelles du PS. Et donc la nécessité, particulièrement au moment des élections et dans les assemblées élues, de faire apparaître sans l'ombre d'un doute que, sur ces orientations nationales, le Parti socialiste est un adversaire et non un partenaire politique. Lorsqu'il met en œuvre une politique d'austérité qui n'a rien à envier à celle de la droite et qu'il en vient à surenchérir sur des mesures sécuritaires qui stigmatisent de façon intolérable une partie de la population, nous devons nous conduire et être clairement perçus comme une opposition de gauche résolue. C'est sur une telle position que Syriza et Podemos ont réussi à être perçus comme extérieurs à un « système » qui enfermait la vie politique de leurs pays dans une opposition en trompe l'œil entre droite et social-démocratie, et qu'ils ont réussi à occuper un espace politique qui a barré la route à l'extrême droite dans les milieux populaires.

Et en même temps, il nous faut être porteurs d'un projet de rassemblement qui crédibilise la possibilité d'une alternative politique et redonne sens à l'idée de gauche. L'objectif essentiel est de construire les repères de toutes natures – sociaux, économiques, démocratiques, idéologiques, voire théoriques – identifiant et redonnant dignité à un « nous » populaire face aux classes dominantes et à leurs deux stratégies concurrentes que sont le néolibéralisme et le néofascisme. Et nous devons proposer un cadre politique permettant à toutes celles et ceux qui le souhaitent, dans la diversité de leurs motivations, de leurs luttes et de leurs sensibilités, de se retrouver pour préfigurer une potentielle majorité politique.

Echec du Front de gauche ?

Le Front de gauche a permis en 2012 de rassembler une bonne partie de l'électorat qui voulait se prononcer pour une alternative aux politiques néolibérales. C'était une première étape très importante. Mais cela n'a pas suffi à l'élargir globalement. Et le résultat aux législatives a été pour la première fois inférieur à celui de la présidentielle. Depuis, faute que les forces qui l'avaient constitué réussissent à se mettre d'accord pour cela, rien n'a été fait pour relancer et surtout amplifier la dynamique initiale. Tout juste sont-elles parvenues, au prix de laborieuses et décourageantes négociations, à présenter des listes ou des candidatures communes aux élections européennes et locales, et encore pas partout. L'espoir est retombé. C'est un déplorable gâchis qui conduit logiquement les uns et les autres, à commencer par les principaux responsables de cette situation, à constater que le Front de gauche est en échec, voire un échec.

Comme souvent dans le passé, nous avons constaté cette situation sans ouvrir une réflexion en profondeur sur les causes de l'échec. Ce qui paraît évident est qu'elles tiennent beaucoup à la forme de cartel d'organisations que s'est donné le Front de gauche, soumettant toute avancée à un accord unanime entre elles. Les différences de

conceptions et de positions, comme les intérêts propres des organisations ou des personnes, ont ainsi abouti à bloquer les initiatives absolument nécessaires à la poursuite et l'amplification de la dynamique. Et notamment, comme pour les collectifs antilibéraux en 2005-2007, la question de la candidature à l'élection présidentielle a joué un rôle décisif dans le blocage. Symbolisant sous la 5^{ème} République le leadership d'une personnalité et du courant qu'il incarne dans un rassemblement politique nécessairement beaucoup plus large, elle domine et surdétermine toute la vie politique, d'une élection à l'autre. Faute d'avoir posé ouvertement et affronté ce problème dès 2012 (où un accord conjoncturel avait été trouvé), et d'y avoir apporté une solution, le Front de gauche s'est trouvé paralysé et risque maintenant de disparaître dans la confusion. Et cela, alors qu'il demeure un repère important pour des millions de personnes.

Vers un Front populaire et citoyen

Dans la société, pourtant, le besoin de rassemblement est toujours vivace. Face à l'inertie des instances nationales du Front de gauche, des militants et des citoyens ont créé localement sous diverses formes des assemblées ou des collectifs citoyens qui ont souvent un bilan très positif. Et au plan national, des initiatives se succèdent (Collectif 3A, Chantiers d'espoir, Mouvement commun) pour tenter de trouver des espaces où réfléchir et agir ensemble. Les forces disponibles sont potentiellement considérables tant l'aspiration existe dans la société à trouver le moyen de sortir de la terrible impasse actuelle. Il ne s'agit pas seulement des militants et des milieux les plus politisés. Beaucoup de femmes et d'hommes qui se tiennent aujourd'hui à distance de la politique, notamment dans les classes populaires, ne sont pas du tout indifférents à la politique, mais découragés ou écœurés, y compris par nos propres incapacités. Ils pourraient se révéler disponibles en grand nombre si l'espoir naissait d'une initiative sortant des sentiers battus, leur donnant enfin réellement la parole et le pouvoir de décider.

Pour sortir par le haut de cette situation, il faut imaginer une autre forme de rassemblement. Non pas en déclarant la mort du Front de gauche, ce qui découragerait celles et ceux qui y ont vu à juste titre un espoir et réduirait à néant les efforts déjà accomplis. Mais en proposant de le prolonger et d'en élargir radicalement la démarche pour qu'il donne naissance à une dynamique de Front populaire où les citoyens eux-mêmes puissent prendre à chaque étape les décisions essentielles. Au plus près des lieux de travail et de vie, il s'agit de permettre une authentique appropriation citoyenne des débats et des choix politiques. Chacune et chacun pourraient s'y inscrire directement dans des assemblées locales souveraines. Toutes les forces progressistes (partis, syndicats, associations, etc.) pourraient y contribuer en y faisant valoir leurs idées et leurs propositions, et le cas échéant en soutenant les actions démocratiquement décidées. L'objectif principal serait non pas de rechercher une illusoire unification politique, mais de permettre l'expression des exigences populaires, d'organiser les échanges sur la manière d'y apporter des réponses, et de favoriser la prise d'initiatives de solidarité et de luttes. Et quand la vie politique le nécessite, notamment à l'occasion des élections, d'organiser les débats puis les votations citoyennes, à toutes les échelles territoriales, permettant de se rassembler sur des choix majoritaires.

2017 : proposer des états généraux de la transformation sociale

Conscient que c'est la seule chance de l'emporter pour François Hollande ou un autre de ses dirigeants, le Parti socialiste voudrait nous entraîner, pour la première fois depuis 1974, dans une logique d'alignement derrière son candidat, au motif unique que ce serait la seule façon de permettre la présence d'un candidat de gauche au second tour de l'élection présidentielle. Ce prétexte est illusoire et éminemment dangereux. D'une part, il n'empêcherait pas en l'état la présence au second tour, face à l'extrême droite, d'un candidat porteur des politiques néolibérales qui ravagent notre pays. Mais surtout, en éliminant toute perspective d'une autre politique à gauche, il ne ferait au contraire que renforcer la tentation de ce qui se présente aujourd'hui comme la seule « alternative » au néolibéralisme : le nationalisme autoritaire.

L'hypothèse d'une primaire de *toute la gauche* ne changerait rien à cette situation. Au pire, nous nous trouverions tenus de soutenir la candidature de Hollande lui-même, ou d'un candidat partisan des actuelles politiques gouvernementales. Et au « mieux », celle d'un-e candidat-e de « la gauche » du PS, qui s'était pourtant prononcée en 2012 sur la ligne de François Hollande que nous avons combattue. La prise de position de Martine Aubry contre les aspects les plus récents et droitiers de la politique Vass-Hollande est évidemment un événement politique important qui traduit les contradictions du PS. Mais on a peine à imaginer que la majorité de ce parti, et même Martine Aubry elle-même, se convertissent brusquement à une rupture franche avec les politiques néolibérales qu'elles ont toujours soutenues jusqu'ici. Dans tous les cas, si le « socle commun » d'une telle primaire ne prévoyait pas clairement et urgemment le choix de combattre ces politiques, nous risquerions forts de finir par soutenir un-e candidat-e qui nous ramènerait très en arrière, du temps de « l'union de la gauche » et de la « gauche plurielle », avec les conséquences que l'on a connues en 2002. Ce serait purement suicidaire.

En outre, cela ne changerait rien à la situation. Jean-Luc Mélenchon et le Parti de gauche se refusant à juste titre à ce scénario catastrophe, ils occuperaient, peut-être avec d'autres, l'espace politique que nous aurions déserté et capteraient les voix que notre choix aurait eu pour but de rassembler sur un candidat unique de la gauche. Le fiasco serait complet.

La recherche d'un projet et d'une candidature d'alternative à gauche est donc absolument nécessaire. Pour ne pas nous effacer nous-mêmes du paysage politique. Et surtout, pour contribuer à ce qui est l'essentiel pour préparer l'avenir : travailler en toutes occasions, y compris évidemment dans les élections, à rassembler les partisans d'un véritable projet de progrès humain et en faire ainsi grandir la crédibilité. Sans cela, le pire pourrait bien finir par arriver.

Fort de la légitimité que lui a donnée l'élection présidentielle de 2012, confirmée par des sondages qui le situent toujours aux environs de 10% des intentions de vote, et compte tenu de la paralysie du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon a proposé unilatéralement sa candidature. Il est extrêmement dommageable qu'on en soit venu là. Comme l'est aussi le fait que nous n'ayons jamais examiné et débattu de cette éventualité tout à fait prévisible depuis des années, et que nous n'ayons pas élaboré une stratégie qui en tienne compte et permette de poursuivre la démarche collective qui a montré son efficacité.

Mais il n'est pas encore trop tard. Nous pouvons engager dès le congrès une première étape de la démarche de Front populaire, avec toutes les forces et toutes les personnes qui veulent travailler à une véritable alternative de progrès humain, y compris les

membres du Parti socialiste qui souhaiteraient s'y inscrire, en rupture claire avec les orientations des politiques gouvernementales. A partir de « *L'humain d'abord* », qui reste par beaucoup d'aspects d'actualité, il est possible d'engager un processus d'états généraux locaux, départementaux et national qui, jusqu'à la fin de l'automne, viserait à recueillir au plus près des classes populaires les exigences, les idées et les propositions, et construire un projet et une candidature. Naturellement, nous y discuterions celle de Jean-Luc Mélenchon, comme de toutes autres qui se révéleraient, et l'inviterions à s'associer à ce processus. Son déroulement, organisé par un collectif pluraliste, s'achèverait par une votation citoyenne nationale par internet afin de prendre des décisions sur les points du programme qui resteraient en débat et, en cas de pluralité de candidatures possibles, sur celle ou celui que nous voulons voir incarner ce rassemblement à l'élection présidentielle. Et selon le même principe, des votations locales permettraient de décider, dans chaque circonscription, des candidates ou candidats aux élections législatives.

Nous pouvons jouer un rôle déterminant en contribuant de toutes nos forces à un débat permettant aux citoyennes et citoyens d'identifier les questions qui peuvent faire blocage, et d'y apporter démocratiquement eux-mêmes des solutions. Avec beaucoup d'autres, nous pourrions ainsi, face à la fausse alternative entre le néolibéralisme et le néofascisme, recréer un espoir mobilisant des centaines de milliers de femmes et d'hommes, voire davantage. Alors les choix qui seraient fait auraient une légitimité incontestable qui s'imposerait à tous.

Une stratégie européenne et mondiale face à celle du capital

L'une des principales causes de la démobilisation populaire est l'impuissance apparente de la politique. Cela fait notamment quarante ans que le chômage augmente alors que tous les gouvernements déclarent en faire la priorité des priorités, sans résultat. Et on peut en dire autant pour la pauvreté, la dégradation des services publics, la précarité, etc. Tout ce qui faisait la valeur du modèle social français, tel qu'issu notamment du programme du Conseil National de la Résistance, est remis en question.

Ce constat d'impuissance est interprété à juste titre comme la conséquence d'une profonde transformation de l'ordre économique et politique européen qui nous prive désormais d'une très grande partie de notre capacité à maîtriser notre destin. Ce qu'on appelle la mondialisation – qui est la forme que le capitalisme financier donne à l'irrésistible mouvement de rapprochement et d'interdépendance des peuples et des nations – transfère sans cesse plus de pouvoirs aux marchés et à des institutions supranationales (dont l'Union européenne dans sa réalité actuelle), au dépens des systèmes démocratiques. Ainsi par exemple, en inscrivant les dogmes du néolibéralisme dans les traités européens, en particulier celui de la « concurrence libre et non faussée », les gouvernements de droite comme de gauche ont délibérément choisi de suivre pour l'essentiel la même désastreuse politique économique et sociale.

Dans ces conditions, les citoyens ont le sentiment que les vrais pouvoirs n'ont plus aucune prise sur le cours des choses. Voter paraît ne servir à rien. D'autant plus que, même quand ils émettent un vote franc et massif, comme avec le « non » au traité constitutionnel européen en 2005, les classes dirigeantes, gauche et droite très largement confondues, se débrouillent pour ôter à ce vote toute efficacité et pour faire

voter quasiment le même texte par la voie parlementaire sans qu'aucune réaction ne paraisse à la hauteur d'un tel forfait.

A cette impuissance de la politique s'ajoute une grande difficulté de mobilisation dans les luttes. Celles qui touchent aux grands principes d'organisation de la société – protection sociale, services publics, droit du travail, etc. – se heurtent depuis des années à une intransigeance croissante de l'Etat et du patronat même lorsque, comme pour les retraites, elles ont très puissamment mobilisé. Et les autres se voient opposer de plus en plus souvent un véritable chantage à l'emploi placé sous la menace des « délocalisations ». Globalement, par la force comme par une constante bataille idéologique, les classes dominantes veulent imposer l'idée que lutter serait absurde et inutile.

Sur le plan social autant que politique, la « mondialisation » et l'actuelle construction européenne organisent donc une impuissance réelle des salariés et des citoyens qui décourage la mobilisation et l'engagement, voire simplement le vote. Et qui fait grandir dans les catégories sociales les plus menacées la tentation croissante du repli nationaliste et xénophobe. Cette situation nous met au défi de trouver une riposte à la hauteur. Le capital a mondialisé son organisation et sa stratégie. Nous devons à notre tour nous organiser pour permettre à notre peuple de construire des rapports de forces victorieux à toutes les échelles.

Dès lors, une stratégie de rassemblement populaire européen doit devenir une de nos principales priorités. Il s'agit d'un objectif très ambitieux qui se heurte aux différences nationales : histoires, cultures, systèmes politiques, langues, etc. Les classes dominantes elles-mêmes ont mis des moyens considérables pour les surmonter à leur profit. Il est aujourd'hui de la plus extrême urgence d'en faire de même. Par son histoire comme par sa position particulière entre le nord et le sud, le peuple français pourrait jouer un rôle décisif. Nous devons y contribuer en poursuivant, en multipliant et en haussant considérablement le niveau de nos initiatives, ainsi qu'en travaillant de toutes les façons possibles à ce que le PGE devienne une force politique puissante.

Une autre façon de faire de la politique

Une telle stratégie de rassemblement suppose une profonde transformation de notre parti, de ses pratiques et de ses règles de fonctionnement. Son objectif central : faire en sorte que nous nous immergions dans la société non pas pour lui apprendre ce qu'il y a lieu de faire, mais pour contribuer, en y apportant avec d'autres notre propre contribution, à ce que les citoyennes et les citoyens prennent directement les décisions dont dépend leur rassemblement. C'est en outre le seul moyen, comme d'autres cherchent à le faire, en Espagne, en Grèce ou ailleurs, d'échapper au discrédit de la politique et des partis en nous identifiant concrètement à des pratiques radicalement nouvelles.

Cela implique d'abord de mettre nos propres pratiques en accord avec les positions que nous défendons dans la société : transparence de l'action publique et contrôle permanent des élus par les citoyens, déprofessionnalisation de la politique, interdiction rigoureuse du cumul des mandats et limitation à un seul renouvellement, réduction de leurs durées, statut de l'élu-e, etc. Ce que nous faisons nous-mêmes doit devenir la garantie visible des changements que nous voulons opérer dans la vie politique.

Nouvelles pratiques également dans la mise en œuvre de notre stratégie. Nous ne réussirons à créer une dynamique de front populaire que si celles et ceux que nous voulons rassembler éprouvent concrètement que, cette fois-ci, ils ne sont pas les soldats d'une démarche sous contrôle d'états-majors lointains, mais qu'elles et ils peuvent la maîtriser de bout en bout : en décidant des formes d'organisation, des actions et, lors des élections, des projets et des candidatures. Il ne s'agit nullement d'un amoindrissement du rôle et de la responsabilité des partis, au contraire. Il n'y a pas dans la vie politique de spontanéisme qui permettrait d'imaginer pouvoir se passer de forces organisées nombreuses capables de contribuer partout aux débats, aux élaborations, aux initiatives. Mais, de la même façon que nous proposons pour la société de mettre les citoyens eux-mêmes au cœur de tous les pouvoirs, de même nous faut-il aujourd'hui permettre aux femmes et aux hommes qui veulent s'engager de se saisir de la politique et d'exercer eux-mêmes des pouvoirs jusqu'alors réservés aux partis (élaboration des projets, choix des candidatures...), et au moins de les partager avec eux.

Enfin, nous devons poursuivre la transformation de notre vie interne. Héritiers d'une histoire qui faisait de nous « le parti de la classe ouvrière », nous le sommes aussi de la culture et de la forme d'organisation qui correspondaient au « rôle dirigeant » de cette classe et à la conception d'un parti « d'avant-garde ». Nous avons évidemment énormément changé, notamment en abandonnant la dictature du prolétariat en 1976 et le « centralisme démocratique » en 1994, puis en adoptant en 2001 le « pluralisme de droit ». Mais il nous faut aller encore beaucoup plus loin. Pour construire des liens et des réseaux avec tout ce qui bouge dans notre société et se mobilise contre l'ordre capitaliste néolibéral, nous devons imaginer un fonctionnement beaucoup plus ouvert, souple, horizontal, décentralisé. Les femmes et les hommes qui se mobilisent et pourraient s'engager politiquement sont en outre très divers, comme le sont leurs exigences, leurs sensibilités et leurs cultures, produits de leur propres histoires individuelles et collectives. Notre parti doit pouvoir devenir le leur, sans qu'ils n'aient en rien à renier ce qu'ils sont. A l'image du prolétariat moderne, il doit pour cela devenir le creuset d'un métissage de toutes les cultures à visées émancipatrices, s'enrichissant les unes les autres dans un dialogue respectueux des différences. Toutes celles et tous ceux qui y sont prêts doivent pouvoir réfléchir avec nous, dans ce sens, à une transformation audacieuse de notre organisation, de ses pratiques et de ses règles de fonctionnement.